

IRAKLY TSÉRÉTELLI

SÉPARATION
DE LA
TRANSCAUCASIE ET DE LA RUSSIE
ET
INDÉPENDANCE DE LA GÉORGIE

DISCOURS

prononcés à la Diète Transcaucasienne

PAR

IRAKLY TSÉRÉTELLI

(Compte-rendu sténographique)

PRÉFACE D'ALBERT THOMAS

PARIS
IMPRIMERIE CHAIX

1919

PRÉFACE

« Tchéidzé ! Tséréteu ! » Lorsqu'il y a quelques semaines ils sont arrivés chez moi, lorsque nous nous sommes étreint les mains, nous avons éprouvé tous trois une singulière émotion.

C'était, dans nos mémoires, l'évocation de jours pleins d'enthousiasme et d'inquiétude de la Révolution Russe à ses débuts. Je revoyais Tchéidzé à la présidence du Soviet de Pétrograd, dans cette salle des Commissions de la Douma d'Empire envahie par les hommes du peuple, ouvriers en habits de travail, soldats, intellectuels, serrés autour de la grande table insuffisante pour leur nombre et qui, devant leurs tasses de thé ou leurs petits pains, discutaient durant de longues heures de l'avenir du prolétariat et des méfaits de l'impérialisme.

Sur cette réunion, c'était Tchéidzé qui, malgré son air renfermé, bourru, un peu fruste, avec son intelligence aiguë, ses propositions nettes, simples et surtout sa suprême habileté manœuvrière, exerçait la véritable, la seule autorité.

Parfois, je m'irritais qu'il n'affirmât pas assez clairement la direction qu'en sa clairvoyance il jugeait utile à la Révolution Russe. L'expérience bolchéviste laisse penser que sa prudence cauteleuse a aidé pendant des mois au maintien d'une politique qui fut, on ne peut l'oublier, salutaire aux Alliés.

Et Tsérételli ? Qui dira jamais les richesses d'argumentation que sa subtile intelligence a dépensées pendant cette période auprès des assemblées populaires ? Qui saura rendre la gravité, le sérieux, l'émotion contenue qui lui permettaient, à lui aussi, de gagner à ses décisions ces grandes foules slaves capables de s'enthousiasmer tour à tour pour les thèses les plus contradictoires, avec leurs cerveaux pareils à une cire molle qui ne garde qu'un instant les plus fortes impressions. Nul n'excella au même degré que lui à concilier les thèses socialistes les plus intransigeantes, les pensées de Zimmerwald et de Kienthal avec la résistance à l'Allemagne ou le maintien de l'effort russe dans le cadre de l'Entente.

Parfois, cette ingéniosité d'esprit qui se traduisait en une vraie sophistique révolutionnaire put paraître bien agaçante et intolérable aux hommes impatientes d'Occident. En fait, je le répète, elle a donné à l'Entente quelques-uns des mois qui lui étaient nécessaires pour se préparer, avec ses associés d'Amérique, à un nouvel effort de guerre.

Et maintenant, voici que ces hommes qui, avec Kérensky, furent maîtres, un moment, des destinées de l'immense Russie, voici que ces chefs populaires, dont les attitudes et les sentiments inquiétaient tous les chefs d'Etat du monde entier, nous reviennent comme les représentants d'un petit peuple de trois millions et demi d'habitants au plus, qui néanmoins réclame ses frontières et la reconnaissance de son indépendance.

Forts de la revendication de leur patrie, forts du principe sacré qui veut que les petites comme les grandes nations aient le droit à la vie, voici ces mêmes hommes, messagers modestes et tenaces, qu'aucune pensée d'orgueil blessé n'arrête dans leur mission, qui s'en viennent défendre auprès des Dix, avec qui hier ils traitaient d'égal à égal, les droits imprescriptibles de leurs concitoyens et tenter d'éclairer l'opinion européenne sur le sort de leurs lointaines montagnes.

Oserai-je dire qu'à cette heure, ils m'ont été plus chers encore que par le passé et que c'est d'un cœur délibéré que je m'engage à les aider de toute mon intelligence et de toutes mes forces?

Tséréteïli me demande de préfacer les trois discours qu'il a réunis dans cette petite brochure. Je le fais d'autant plus volontiers que ces quelques pages ne révéleront pas seulement la vigoureuse unité de pensée de nos amis dans leurs situations successives : dans l'incertitude et la con-

fusion générale où flottent toutes les opinions sur les affaires russes, elles apporteront certainement une part de lumière.

*
* * *

Bien des Français connaissent aujourd'hui l'histoire de la Géorgie. Ils savent comment, depuis le monde antique, les Géorgiens devenus chrétiens au iv^e siècle, s'étaient formés peu à peu une civilisation originale où se mêlaient tout à la fois les influences byzantines et celles de l'Orient, des Iraniens ou Arabes; comment ils s'étaient donné une église « autocéphale »; comment ils avaient plus tard constitué leur unité politique et comment, après un plein épanouissement de leur culture entre le x^e et le xiii^e siècle, ils avaient tour à tour, au milieu de vicissitudes inouïes, maintenu leur indépendance contre les Mongols, contre la Turquie et contre la Perse.

Un jour pourtant, à ce peuple, la lutte parut trop rude pour qu'il la continuât seul. Au cours du xviii^e siècle, les chefs d'Etat Géorgiens cherchèrent à s'appuyer sur la Russie. En 1783, un traité fut conclu entre Irakly II de Géorgie et Catherine II de Russie.

Mais le colosse russe ne sut jamais être un protecteur. En 1801, Alexandre de Russie dénonça le protectorat et annexa la Géorgie.

Alors, pour un temps, le peuple, fatigué par

des malheurs séculaires, parut atteint de torpeur. Puis, peu à peu, la pensée géorgienne reparut. Un fort mouvement démocratique naquit et se développa. A l'époque première de la révolution russe, de 1905 à 1906, cette démocratie géorgienne manifesta d'une façon éclatante sa force, sa maturité, sa discipline.

La répression russe de 1906 et 1907 fut cruelle aux Géorgiens. Il y eut, surtout en Sibérie, d'innombrables déportations.

Cependant, jusqu'en 1907, la poussée socialiste et révolutionnaire demeura vigoureuse.

Tséréteïli, Tchéidzé furent ses plus éloquents représentants à la Douma. Ils connurent eux-mêmes les persécutions ou le séjour en Sibérie. Jamais, toutefois — et c'est là ce qu'il faut signaler — la pensée séparatiste n'effleura les esprits des démocrates et des socialistes géorgiens.

Ils avaient conscience que sous l'autocratie même « une communauté d'intérêts liait tous les peuples soumis au tsarisme ».

Survient la révolution de février-mars 1917. Aux socialistes démocrates « la Russie révolutionnaire apparut comme la patrie commune de tous les peuples qui habitaient son territoire. » La démocratie, en effet, est d'essence universelle. Elle est le régime politique conforme aux droits de l'homme. Sous les réformes diverses que les traditions historiques peuvent lui imposer aux

heures de révolution, elle apparaît applicable à tous les peuples, capable de les grouper tous en une même unité. Dans les heures d'exaltation de la jeune révolution, c'était la pensée qui animait tous ses chefs et les bolchéviks eux-mêmes n'en étaient qu'une hideuse caricature.

Jusqu'en novembre 1917, dans l'unité russe et dans l'espoir enthousiaste d'apporter des solutions neuves et des énergies renforcées à la démocratie des deux mondes, les intelligents démocrates de Géorgie participèrent au Gouvernement de toutes les Russies.

Mais en novembre 1917, la révolution bolchéviste posa devant eux le premier drame de conscience. S'ils avaient négligé quelques difficultés déjà réelles, s'ils étaient allés trop rapidement et trop loin dans leur rêve, les bolchéviks devaient les rappeler au sentiment des réalités.

On a pu, contre les bolchéviks, multiplier les récits horribles de massacres, d'assassinats ; on a pu exagérer des faits d'inhumanité trop certains ; c'est en quelques phrases de Tsérételli que nous trouvons la critique la plus ferme et la plus décisive de ces « assassins de l'Etat et de la Nation ».

Ce que Tsérételli leur reproche essentiellement et ce qui a déterminé la séparation de la Transcaucasie, c'est qu'« ils ont porté un coup mortel à l'existence de la Nation comme Etat », c'est qu'ils ont placé les différentes nationalités en face

de ce dilemme : « ou bien anéantir de leurs propres mains l'existence physique et politique de leur peuple, ou bien se séparer de la Russie ».

Ce qu'il leur reproche encore, c'est d'avoir prétendu « allumer partout une guerre civile fratricide capable d'anéantir les meilleures forces et d'en faire une masse sans défense, proie facile du premier conquérant étranger s'approchant de leurs ruines ».

C'est par haine du bolchévisme que la Transcaucasie s'est rendue indépendante de la Russie. Cette indépendance date de novembre 1917. Elle a été consacrée par le crime de Brest-Litovsk.

Ici encore, Tsérételli est net, lui qui, aussi longtemps qu'il ne pouvait soupçonner une trahison, a défendu en Russie la liberté de propagande. Il a senti alors que l'Allemagne en Russie « apportait aide à l'anarchie, aux troubles à l'intérieur du pays, dans le but de l'écraser ensuite sous son talon de vainqueur ».

La paix de Brest-Litovsk a mis la démocratie russe sous la botte de l'impérialisme. Elle a contraint la Géorgie, pour se sauver, à s'opposer comme unité politique indépendante à ceux avec qui on poursuivait les pourparlers. Les Géorgiens savaient bien, en accomplissant cet acte, qu'ils seraient peut-être contraints de subir la paix de Brest-Litovsk. Du moins espéraient-ils ainsi n'avoir à accepter que la paix bolchéviste au lieu

d'être contraints de se rallier en même temps à la dangereuse diplomatie bolchéviste.

Parce qu'ils étaient des démocrates, parce qu'ils étaient des socialistes, les Géorgiens étaient amenés à défendre « le morceau de terre où pourrait se faire encore entendre leur libre voix ».

Ce fut le premier mouvement, ce fut le premier acte : avril 1918, proclamation de la République Transcaucasienne où tous, Géorgiens, Arméniens et Musulmans se trouvaient unis pour la défense d'une cause commune.

Mais hélas, ç'a été la destinée tragique de ces démocrates épris d'universalité que d'être contraints par les événements de resserrer de jour en jour le domaine même de leur action.

Le traité de Brest-Litovsk livrait Batoum, Kars, Ardaghan aux Turcs. Par les moyens pacifiques, les seuls, qui leur restassent, les Transcauciens essayaient de sauver du démembrement leur État nouveau. Ils négociaient à Trébizonde. Ils négociaient à Constantinople, ils préparaient déjà leurs délégations à l'Allemagne. Cependant, la Turquie agissait, une armée turque avançait sur les territoires contestés, tandis que les montagnards musulmans trahissaient, attaquaient par derrière l'armée géorgienne et arménienne. L'Arménie était à nouveau envahie. Y eut-il à ce moment défaillance ou impuissance des Géorgiens ? Un débat est engagé sur ce sujet entre ces deux

peuples dont il faudra à tout prix ménager l'entente. Toujours est-il que dans la défaite où sombrerait la Transcaucasie unie, les Géorgiens proclamèrent leur indépendance.

Ici encore, les socialistes démocrates qui avaient la majorité dans le pays n'hésitèrent pas. Ici encore, leur pensée nationale se manifeste. Ils sont épris d'unité, mais ils ne peuvent se contenter d'une unité fictive. Ce sont eux qui ont donné aux Géorgiens le conseil de former leur État. Lisez la fin du premier discours du 26 mai. Voici en quels termes Tsérételli s'adresse au peuple de Géorgie; « Tu es seul en ce moment, abandonné à tes propres forces. Tu n'es pas organisé en État. Tu ne possèdes pas de délégation à Batoum.... Sache que tu es à l'heure actuelle abandonné à tes seules forces... Sache que si tu veux défendre tes intérêts, si tu veux ton salut, tu dois créer un État à toi et une représentation officielle à toi. »

Que signifient ces paroles, sinon que le révolutionnaire idéaliste, sans renoncer en rien à son dessein, doit en venir au réalisme national le plus concret et le plus précis. Pas plus qu'il n'a voulu de la diplomatie bolchéviste un mois plus tôt, il n'accepte aujourd'hui une diplomatie qui ne représenterait pas exclusivement et fortement l'intérêt direct de son peuple.

Mais ce qui donne au discours de Tsérételli une

portée qui dépasse les intérêts géorgiens eux-mêmes, c'est l'analyse singulièrement pénétrante qu'il est amené à faire de la méthode bolchéviste au point de vue extérieur.

Les bolchéviks, montre-t-il, estiment que les règles actuelles du droit des gens ne donnent pas une sécurité absolue et qu'il ne peut y avoir de sécurité que dans la réalisation du socialisme. Aussi ont-ils décidé de rompre avec les autres États, de se priver de toute garantie internationale. C'est en partant de cette idée qu'ils ont brisé l'accord avec les gouvernements bourgeois qui étaient nos alliés dans la guerre et qu'ils ont interprété d'une façon si particulière l'entente qu'ils avaient établie avec les gouvernements bourgeois vainqueurs de la Russie.

Finalement, la Révolution Russe s'est trouvée isolée et le socialisme même risque de ne pas y triompher.

Il y a là une critique aiguë et qu'il faut retenir à l'heure où les Gouvernements Alliés tentent d'adopter une politique nouvelle à l'égard de la Russie et d'entrer en conversation avec les bolchéviks. Ce qui pèse évidemment sur le monde, c'est la violation du traité, c'est la mauvaise foi érigée en principe par laquelle les bolchéviks ont prétendu se séparer du reste du monde.

Le président Wilson l'avait signalé autrefois pour M. de Bethmann-Hollweg et pour le milita-

risme prussien ; c'est de la même antinomie que procède la situation présente.

Tséréteïli conseille au peuple géorgien une méthode autrement réaliste. Qu'il sache bien, dit-il, que la conservation de la nationalité non seulement n'est pas contraire à la cause de la démocratie, mais qu'elle est la meilleure base pour la réalisation de notre idéal final du socialisme.

Une Nation, un Peuple, un État ne sauraient, en effet, entrer dans le socialisme s'ils n'ont pas été capables de défendre, lorsque c'était nécessaire, les intérêts nationaux de leur démocratie. Qu'ensuite, plus tard, la démocratie internationale donne enfin aux petites nationalités la sécurité complète, soit. Mais, dans un monde international encore incertain et trouble, c'est à chaque nationalité d'abord qu'il appartient de gagner son indépendance.

Il y a un véritable réconfort pour les démocrates et les socialistes d'Occident à entendre cette voix qui vient de la Russie. La parole de Tséréteïli, toute pénétrée d'expérience et de vie, est un avertissement à ceux des socialistes qui pourraient méconnaître la réalité du sentiment national.

La Géorgie, la Tchéco-Slovaquie, peut-être un jour la Roumanie, forment ainsi aux confins du monde slave des pays où la démocratie occidentale reconnaîtra son image et autour desquels

l'organisation nouvelle du monde, si lente à naître, pourra enfin s'accomplir.

C'est une raison pour les Gouvernements de l'Entente de soutenir énergiquement l'effort géorgien; c'est une raison pour que l'opinion publique de nos pays l'accueille avec sympathie.

Sans doute, nous avons pu être en méfiance, sans doute, à l'heure où les Russes les avaient abandonnés, à l'heure où ils avaient accordé aux Turcs menaçants les trois districts arméniens ou géorgiens, les Géorgiens se sont tournés vers l'Allemagne, et l'Allemagne a été tentée de devenir la protectrice de la Géorgie. Elle a même feint de la défendre contre le Turc afin de mieux s'assurer à la fois les richesses en minerai que renfermait le pays, et l'acheminement menaçant vers le Turkestan, vers la Perse et vers l'Inde.

Sans doute, les missions à Berlin et les agissements d'un certain nombre de Géorgiens demeurent de déplaisants souvenirs : nous ne voulons pas les taire, il faut juger les peuples équitablement. Notre chère Roumanie elle-même n'a-t-elle pas dû, à un moment, subir coûte que coûte, dans l'abandon où elle se trouvait, les conditions d'un vainqueur éphémère. Mais en fait, des discours comme ceux de Tsérételli l'attestent comme aussi bien le mémoire déposé par la délégation géorgienne à la Conférence de la Paix, il y a là un peuple intelligent, actif, soucieux de son indé-

pendance nationale, faisant appel au principe du droit sur lequel l'Entente prétend établir aujourd'hui la sécurité du monde, et cela doit suffire pour que l'Entente accueille avec sympathie leurs revendications.

Quelle sera là-bas notre politique? Va-t-on nous parler encore de politique d'attente? Hésitera-t-on à reconnaître l'État nouveau? Hésitera-t-on à lui envoyer les missions qui pourront établir ou non des relations solides? Souhaitons que nos gouvernants évitent le renouvellement de fautes dont ils ont eu déjà à déplorer les conséquences.

Si les principes du droit pour lesquels la démocratie française a toujours combattu ne suffisent pas à les décider, est-il besoin de rappeler ce qu'exige l'intérêt pratique matériel immédiat? Le Caucase n'est-il pas le chemin naturel entre l'Orient et l'Occident? N'est-il pas entre l'Asie et l'Europe une des voies les plus riches et les plus fréquentées? Est-ce à l'influence allemande directe ou à l'influence allemande sous le masque du bolchévisme que nous devons laisser la route libre?

L'intérêt du monde, c'est d'avoir là en pleine sécurité, en plein épanouissement, une jeune et vigoureuse Nation toute prête à accepter les obligations et les charges que la Société des Nations imposera aux petits peuples comme aux grands.

Peut-être nos hommes politiques qui gémissent

à l'heure actuelle sur la dislocation de l'Autriche-Hongrie, reculent-ils encore devant la pensée de dissoudre la grande unité russe. Mais l'unité russe, Tsérételli l'a prouvé, a été rompue par les agissements des bolchéviks. Ce que veulent tous les peuples des confins russes, ce n'est pas seulement l'autonomie à laquelle consentent tardivement les hommes d'État russes de la vieille école ou à laquelle les bolchéviks se refusent, c'est leur indépendance totale. Il faut faire droit à la volonté de ces peuples. Il faut, pour le salut de la démocratie, leur accorder cette indépendance.

Ainsi que l'affirme Tsérételli, le peuple géorgien en particulier — et le mérite en revient pour une grande part à son parti social-démocrate — ne nourrit de haine contre personne. Il songe à l'établissement dans le monde de la démocratie. Lorsque la démocratie existera en Russie, il n'hésitera pas à se fédérer à nouveau avec les autres États, mais cette fois dans l'entière liberté et pour le bien de tous les peuples.

Ce n'est donc pas seulement l'intérêt des Gouvernements de l'Entente, c'est aussi le devoir de la démocratie de tous les pays que d'aider à la reconnaissance du jeune État géorgien.

Albert THOMAS.

DISCOURS
SUR LA SÉPARATION
DE LA RUSSIE
ET DE LA TRANSCAUCASIE

Séance du 26 avril 1918

CITOYENS REPRÉSENTANTS DU PEUPLE,

Au nom de la fraction social-démocrate, je viens vous annoncer que la politique indiquée dans la déclaration du premier Gouvernement de la République indépendante de la Transcaucasie, trouvera auprès de cette fraction, un appui sans réserves. Nous comprenons bien que la question fondamentale pour laquelle ce Gouvernement aura, dans un avenir prochain, besoin d'appui, question qui déterminera pour longtemps, le sort des populations transcaucasiennes, est celle de l'indépendance de la République démocratique de la Transcaucasie, de son indépendance réelle, qui permettrait le libre développement des forces

internes, créatrices, des peuples habitant son territoire.

C'est au milieu de circonstances pénibles que les peuples de la Transcaucasie ont eu à proclamer l'indépendance de ce pays; les conditions difficiles au milieu desquelles ces peuples ont à déterminer leurs destinées futures, sont particulièrement sensibles pour nous, membres de la fraction social-démocrate qui s'est toujours placée au point de vue des intérêts de la démocratie internationale et s'en est inspirée pour défendre les intérêts des peuples qui lui ont confié leur représentation. Le jour de la proclamation de l'indépendance de la Transcaucasie, on a parlé ici même, avec raison, de l'action des forces et des circonstances extérieures qui ont poussé la démocratie transcaucasienne à adopter une certaine attitude, et l'ont amené à proclamer cette indépendance. La façon dont notre fraction envisage cette question et ces forces extérieures n'a pas été suffisamment comprise ici par les représentants des autres partis ni par le grand public; aussi voudrais-je exposer complètement le point de vue de notre fraction relativement à cette question et à l'appui qu'elle se déclare prête à accorder au Gouvernement.

Je dis donc qu'il y a eu des forces extérieures en jeu, et parmi ces forces extérieures, agissant en dehors de la démocratie transcaucasienne, il y en a eu une, qui a joué un rôle décisif et

qui a poussé cette démocratie dans la voie de la proclamation de l'indépendance. Cette force, c'est le bolchévisme; (*Une voix* : « *C'est juste* ; ») le bolchévisme qui a pris le dessus dans la Russie révolutionnaire et qui, depuis plusieurs mois, est en train de déchirer sous nos yeux le corps de cette Russie révolutionnaire. Nombreux sont les crimes du pouvoir bolchéviste, crimes dont tous, et la démocratie transcaucasienne aussi, ont été témoins. Nous connaissons les coups que cette démocratie, en particulier, a eu à supporter. Mais ce n'est pas de ces crimes isolés, qui ont débuté par les événements de novembre et qui continuent à se produire tous les jours et partout, que j'entends parler. Il en est un, parmi les crimes du bolchévisme, qui lui a aliéné à jamais la démocratie transcaucasienne, qui a été le plus douloureusement ressenti par nous, et qui a joué un rôle décisif dans notre séparation d'avec la Russie. Ce crime que l'Histoire, oublieuse des événements fugitifs de tous les jours, n'oubliera jamais, ce crime le plus grand de tous, est celui que le pouvoir bolchéviste a commis là-bas, au sein de la Russie révolutionnaire, en portant un coup mortel à l'existence de la nation comme État. (*Applaudissements.*) J'ai confiance, citoyens, qu'un colosse aussi puissant que la Russie supportera ce coup mortel et renaitra à une vie nouvelle, même si sa vie normale d'État

national est abolie pour longtemps. Mais cela n'atténue pas le crime de ceux qui ont porté à la nation et à l'État ce coup terrible, qui leur ont ôté la vie. C'est à ce moment tragique, au moment où ce grand crime a été accompli, que nous avons dû, que la démocratie transcaucasienne a dû se séparer du pouvoir bolchéviste. (*Applaudissements.*)

Nous avons lutté dans la Russie révolutionnaire libre, nous avons voulu obtenir la liberté de toutes les nations peuplant le territoire russe. La Russie révolutionnaire était la patrie commune de tous les peuples habitant son territoire. Au temps de l'autocratie, nous avions conscience de la communauté d'intérêts qui liait tous ces peuples. Cette unité d'intérêts s'est manifestée au cours de la lutte révolutionnaire, non par des phrases hypocrites, mais par des actes où s'est dépensé le sang des meilleures générations des peuples habitant la Transcaucasie. Nous, à qui les divers peuples de la Transcaucasie ont confié leur sort; nous, représentants de la fraction social-démocrate, élus par les populations géorgienne, arménienne, musulmane et russe de la Transcaucasie, nous accomplissions avec la Russie révolutionnaire une œuvre commune, nous nous donnions entièrement à la lutte pour cette patrie commune. Mais si nous la reconnaissons pour une patrie commune, c'est parce que les intérêts

de nos peuples et de ceux qui habitent le reste de la Russie nous paraissaient communs. Pas un instant nous ne pouvions songer à une situation où, pour servir la Russie, nous serions obligés de passer sur les cadavres des peuples qui nous ont élus et des rangs desquels nous sommes sortis. (*Bruyants applaudissements.*) Jamais, même à l'époque de l'autocratie, la Russie tsariste elle-même, ne nous avait placés devant ce dilemme : périr dans l'inaction ou détruire de nos propres mains la vie, l'existence de nos peuples. La Russie tsariste étouffait ces peuples ; mais nous pouvions, de toutes les forces dont nous disposions, et solidairement avec ce que la Russie comptait de meilleur, avec la Russie démocratique qui vivait une vie séparée de celle de la Russie tsariste, travailler à les sauver et à forger un avenir commun pour tous les peuples libérés de la Russie future. C'est seulement maintenant, depuis le coup d'État de novembre, que le pouvoir bolchéviste nous a placés devant cette alternative : ou bien anéantir de nos propres mains l'existence physique et politique de nos peuples, tuer leur âme, accomplir le crime horrible que les bolchéviks ont accompli là-bas ; ou bien nous séparer de la Russie. Lorsque la question a été posée ainsi, lorsque nous avons vu qu'aucun autre moyen ne nous restait pour sauver la vie et la liberté des peuples qui nous ont confié

leurs destinées, nous avons pris cette ferme résolution ; non, nous ne deviendrons pas les assassins de notre peuple, les destructeurs de son existence physique et politique ; nous préférons, en nous séparant de la Russie, employer toutes les forces dont disposent nos peuples à consolider leur libre avenir. (*Bruyants applaudissements.*)

Il y a eu, au sein de la fraction social-démocrate, des désaccords au sujet de l'indépendance, du moment où il fallait la proclamer, et des circonstances au milieu desquelles cela devait être fait ; mais sur un point la fraction toute entière était et reste d'accord : c'est la façon de résoudre l'alternative devant laquelle le sort nous a placés ; anéantir la vie de notre peuple ou créer pour la Transcaucasie une existence indépendante. Sur cette question il n'y a eu, il n'y a, il n'y aura jamais de divergences de vue dans notre parti. (*Bruyants applaudissements.*)

Ce n'est pas là une simple phrase, citoyens. La question se pose bien ainsi. Lorsque des pourparlers de paix avec la Turquie se poursuivaient à Trébizonde, lorsqu'une force extérieure nous dictait là-bas ses conditions et lorsque, après avoir mesuré nos forces, nous nous sommes vus obligés de nous chercher des alliés pour pouvoir obtenir une existence libre et digne ; lorsque nous avons tenté, pour combattre une force exté-

rieure, de nous appuyer sur une autre force extérieure, et que nous lui avons posé la question d'une aide à apporter aux peuples de la Transcaucasie dans la lutte pour leur existence, cette force extérieure, le bolchévisme, nous a indiqué les conditions auxquelles elle était disposée à venir nous aider contre la Turquie. Ces conditions étaient que nous fassions ici, en Transcaucasie, ce qu'ils avaient fait là-bas, en Russie; que nous commencions tout d'abord par anéantir toute la vie et toutes les forces internes de la démocratie, que nous y allumions une guerre civile fratricide qui anéantirait les meilleures forces de nos peuples et en ferait une masse sans défense qui, n'étant protégée par personne, deviendrait ensuite la proie, la victime du premier conquérant étranger qui s'approcherait de ces ruines. Ils nous dictaient, pour notre Transcaucasie révolutionnaire, les mêmes actes qu'ils ont accomplis là-bas, dans la Russie révolutionnaire. En présence de la question ainsi posée, nous savions que nous n'avions pas le choix. Avec un allié qui ne peut nous aider que si nous portons une main assassine sur les peuples qui nous ont confié leurs destinées, nous ne pouvions marcher; pour notre salut, il nous fallait nous séparer de lui.

Nous savons que dans l'avenir également, au cours du travail difficile et plein de responsabilités qu'aura à accomplir le premier Gouverne-

ment de la Transcaucasie libre, notre indépendance devra être sans cesse défendue contre des forces extérieures qui lui ont déclaré une guerre sans merci et que nous ne pouvons combattre qu'à condition de maintenir l'union de toute la Transcaucasie démocratique. Ceux qui nous ont dicté des conditions néfastes n'ont pas encore déposé les armes et nous ignorons qui les soutient avec le plus d'énergie dans cette attitude à notre égard : les partis qui se croient révolutionnaires et qui ont perdu la tête au milieu du chaos des événements, ou les forces impérialistes qui, dans le secret, font leurs affaires. Bien des méthodes nouvelles, bien des moyens monstrueux ont été inventés, nous le savons, au cours de cette lutte mortelle entre les peuples pour anéantir l'adversaire, — gaz asphyxiants et autres procédés en usage dans le sanglant massacre, — mais de tous ces moyens, le plus terrible est celui que l'Allemagne a mis pour la première fois en œuvre contre la Russie. Cette arme, c'est l'aide apportée à l'anarchie, aux troubles à l'intérieur du pays, dans le but de l'écraser ensuite sous le talon du vainqueur. Ce n'est pas un effet du hasard si le pouvoir surgi en Russie et que les peuples de la Russie ne reconnaissent pas, a été reconnu, tout d'abord, par l'Allemagne impérialiste. Ce n'est pas un effet du hasard si la première conséquence en a été que

la Russie a été piétinée et anéantie devant l'Allemagne satisfaite. Ici, en Transcaucasie, nous savons bien que les forces impérialistes d'un pays quelconque pourraient porter à notre démocratie le coup le plus funeste, si elles arrivaient à se servir contre nous de cette arme, à répandre ici les gaz asphyxiants du bolchévisme, pour anéantir la faculté de résistance de la démocratie transcaucasienne. Nous savons que des voix se font entendre ici qui appellent le bolchévisme (*Voix* : « *C'est juste !* »). Ce sont les voix de ceux-là mêmes que nous avons l'habitude d'entendre proférer des mots d'ordre impérialistes. (*Voix* : « *C'est juste !* »). On s'étonne que ces mêmes voix aient maudit le bolchévisme là-bas, en Russie, tandis qu'ici elles l'appellent ; on y voit une contradiction. Pour moi, il n'y en a aucune. Ces hommes savent très bien ce que nous apportera le bolchévisme ; mais ces conséquences, ils ne les craignent pas pour notre peuple. Et c'est pour ouvrir le chemin à leur domination future, en passant sur les cadavres des peuples de la Transcaucasie, qu'ils veulent appeler ici le bolchévisme. (*Cris* : « *Bravo !* » *Bruyants applaudissements.*)

Nous, fraction social-démocrate, nous ne faisons pas cette distinction. Lorsque le bolchévisme naissait en Russie, lorsque la main assassine se levait sur la vie de l'État russe, nous

luttons contre ce danger de toutes les forces dont nous disposons, car nous comprenions qu'un coup porté à la nation russe et à l'État russe était un coup porté à la démocratie tout entière. (*Applaudissements.*) Nous avons combattu là-bas les assassins de l'État et de la nation, nous les combattons ici avec le même dévouement. (*Bruyants applaudissements*) Voilà notre attitude. Nous pensons que le Gouvernement doit envisager sérieusement ce danger qui nous menace du côté des fanatiques qui ont perdu la tête, qui ont déjà fait périr la démocratie dans un pays et veulent la faire périr ici ; et aussi du côté de ceux qui, sous le masque de ce fanatisme, font les louches affaires de l'impérialisme. En ce moment critique où vraiment la dernière heure décisive est venue, où la question de l'existence indépendante, de la vie même des peuples de la Transcaucasie va se décider, le Gouvernement doit considérer avec une attention particulière l'arme terrible qui menace l'existence des peuples transcauciens.

En même temps, citoyens, nous ne devons pas oublier que l'indépendance de ces peuples est, d'autre part, menacée de l'attaque non déguisée de l'impérialisme turc. (*Cris : Bravo ! » Applaudissements.*) Et si le Gouvernement, concentrant toute son attention du même côté, oublie le danger qui le menace de l'autre, le front de la Transcaucasie indépendante sera rompu et un coup

mortel sera porté à l'existence de ses peuples. Nous n'exagérons pas nos forces. Nous savons que c'est après une défaite malheureuse que les peuples de la Transcaucasie doivent consolider leur existence indépendante. La première et terrible défaite a été subie par la démocratie au moment où a été signée à Brest-Litovsk la paix qui mettait la démocratie russe sous la botte de l'impérialisme. C'était la défaite de la Russie révolutionnaire tout entière, et la honte que le bolchévisme a fait rejaillir sur la Russie a éclaboussé toutes ses parties. Nous avons tenté de protéger par nos seules forces et indépendamment de la Russie bolchéviste ce qui constituait le patrimoine des peuples de la Transcaucasie. Nous avons tenté de défendre les armes à la main les frontières de l'ancienne Transcaucasie, celles qui étaient les nôtres avant la guerre. Et nous devons avouer franchement que dans ce combat la démocratie transcaucasienne a été vaincue. Elle doit le reconnaître ouvertement, pour pouvoir se rendre nettement compte de la situation, pour peser ses forces et défendre contre l'agression ce qui lui reste encore. De deux côtés on nous posait un ultimatum exigeant de nous la reconnaissance du traité de Brest-Litovsk : du côté de la Russie bolchéviste et du côté de la Turquie qui marchait contre nous. Nous comprenions que reconnaître ce traité avec toutes les

conséquences qui s'étaient révélées là-bas, en Russie, était, dans les conditions présentes où rien ne nous protégeait contre l'arbitraire, vouer la Transcaucasie à la mort. Au moment où après la défaite nous avons à reconnaître les clauses du traité de Brest-Litovsk, la séparation d'avec la Russie bolchéviste est devenue pour nous une question de vie ou de mort; nous devons nous séparer pour pouvoir, dans les limites du territoire qui nous reste, nous opposer comme une unité politique indépendante à ceux avec qui on poursuit des pourparlers. Oui, la voie la plus directe qui s'offre à nous pour consolider ce que la démocratie a encore gardé entre ses mains, est la voie des pourparlers diplomatiques; mais avec cette différence que, si nous acceptions le traité de Brest-Litovsk en faisant partie de la Russie bolchéviste, nous serions obligés d'accepter en même temps que la paix bolchéviste, la diplomatie bolchéviste. Nous serions obligés de renoncer à la représentation de nos intérêts devant ceux avec qui nous sommes en pourparlers et de confier cette représentation à ceux qui ont déjà tué leur nation chez eux et qui tentent d'en faire autant ici. C'est pour nous une question de vie ou de mort que de nous séparer de la Russie bolchéviste, de devenir un État indépendant et d'adopter, en nous appuyant sur les forces dont nous disposons encore, les

voies diplomatiques qui nous permettent de défendre nous-mêmes notre avenir.

Nous savons que si les forces intérieures sur lesquelles s'est jusqu'à présent appuyée la démocratie venaient à disparaître, si l'unité intérieure des peuples transcauciens venait à être rompue, — nous serions écrasés, et il ne resterait pas un morceau de terre où pourrait se faire entendre la libre voix de la démocratie transcaucasienne. En donnant notre appui au Gouvernement au nom des peuples de la Transcaucasie, nous devons tous, sans distinction de nationalités, nous rappeler et rappeler au Gouvernement que, étant entrés dans la voie des pourparlers diplomatiques, nous attacherons une grande importance à ce que la nécessité de conserver à la Transcaucasie sa physionomie vraiment indépendante soit montrée sous son véritable jour ; nous devons en même temps nous rappeler, et rappeler au Gouvernement, que le meilleur argument en faveur de cette indépendance est l'existence d'un front démocratique unique, d'organisations politiques puissantes, d'une force militaire sur laquelle pourrait s'appuyer le Gouvernement démocratique de la Transcaucasie et qui l'aiderait à protéger notre liberté au cas où resteraient vains ses efforts pour sauvegarder par les moyens pacifiques l'indépendance de l'Etat et la vie des peuples transcauciens, dans les limi-

tes des territoires qui sont encore nôtres. Telles sont les voies qui s'offrent à nous. Le Gouvernement qui a à sa tête A. I. Tchenkéli, s'est solennellement engagé, dans sa déclaration d'aujourd'hui, à suivre cette voie ; la fraction social-démocrate le soutiendra, bien entendu, de toutes ses forces dans toutes les mesures qu'il adoptera. L'unité du pouvoir est, à l'heure critique actuelle, une chose nécessaire pour nous tous. Cette unité, c'est, nous le savons, l'unité de la volonté et de la conscience de la démocratie qui la forge ; cette volonté et cette conscience existent chez la majorité de la démocratie représentée ici ; et, en renforçant celle-ci, nous renforcerons en même temps l'unité du pouvoir. (*Applaudissements prolongés sur tous les bancs.*)

DEUX DISCOURS
SUR LE
DÉMEMBREMENT
DE LA TRANSCAUCASIE
ET L'INDÉPENDANCE DE LA GÉORGIE

Séance du 26 Mai 1918

PREMIER DISCOURS

CITOYENS MEMBRES DE LA DIÈTE,

Le Gouvernement nous a montré dans sa communication le tableau de la situation actuelle de la Transcaucasie. Il nous a appris que les pourparlers de Batoum sont entrés dans un stade où un acte politique décisif doit être accompli par les peuples de la Transcaucasie, pour modifier la situation et mettre en lumière les forces actives dont nous disposons encore, forces capables de vivre, de défendre l'existence de la Transcaucasie et de travailler à l'œuvre commune de la démocratie transcaucasienne.

La communication gouvernementale nous a montré de quelle façon particulière s'est manifesté à Batoum l'état de choses qui règne actuellement parmi les peuples de la Transcaucasie.

La fraction social-démocrate, au nom de laquelle j'ai l'honneur de parler, a toujours été le porte-parole de l'unité des peuples transcauciens ; elle a toujours pensé que, pour que les intérêts d'un peuple de la Transcaucasie soient défendus avec succès, la force de ce peuple doit s'unir à celles des autres peuples de la Transcaucasie ; il faut qu'il existe une volonté unique, une organisation unique englobant la Transcaucasie tout entière et que cette volonté unique puisse être opposée à la volonté, unique elle aussi, de ceux avec qui nous sommes en pourparlers. C'était là l'idéal qui a inspiré toute l'action de la fraction social-démocrate, mais la situation actuelle est telle que nous croyons devoir parler non seulement de cet idéal, non seulement de ce que nous désirons, mais aussi de ce qui s'est produit en réalité, en dépit des efforts de la partie de la population que nous représentons. Nous, qui avons toujours pris l'initiative de l'union des forces de tous les peuples transcauciens, qui avons déployé à cet effet, tous nos efforts, nous devons, maintenant qu'il apparaît sans aucun doute possible que cette union n'a pas été réalisée, prendre l'initiative de constater les

faits et d'accomplir les actes politiques qui montreraient clairement le véritable état de choses, aussi bien à nos peuples qu'aux forces se trouvant en dehors de nous. Et nous déclarons qu'à ce moment décisif, où l'ennemi extérieur non seulement s'oppose à nous, mais a déjà envahi le territoire de la Transcaucasie, qu'à ce moment décisif il n'y a pas, en ce qui concerne la question de la guerre et de la paix, unité de volonté et unité d'action, entre les peuples de la Transcaucasie. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de Transcaucasie unique. Et ce fait a eu sa répercussion à Batoum, sur les pourparlers de paix qui s'y poursuivent.

Dès le début de la révolution, le parti social-démocrate qui agissait en Transcaucasie a employé tous ses efforts pour créer, autant que possible, l'unité de la démocratie. Nous avons toujours lutté pour l'unité de tous les peuples de la Russie. Nous comprenions qu'au milieu du tourbillon des événements mondiaux, de la sanglante guerre mondiale, où l'existence de tous ceux qui y participent est mise en jeu, seuls les efforts communs de tous les peuples de la Russie, seule l'unité de sa démocratie, pourraient créer des conditions favorables à la défense des intérêts de ces peuples. Et les efforts de la fraction social-démocrate ont toujours été dirigés vers la création de cette unité dans la lutte commune de ces

peuples pour la liberté et l'avenir démocratique.

Ces efforts n'ont pas donné les résultats souhaités.

L'unité de la Russie a été détruite par les forces anarchiques à l'intérieur et les forces impérialistes à l'extérieur.

Les événements nous ont placés devant le fait de l'anéantissement de l'unité de la Russie révolutionnaire ; pour la Transcaucasie, la conséquence en a été la destruction de la force qui protégeait ses peuples contre l'asservissement par un ennemi extérieur. Les frontières de la Transcaucasie se sont trouvées ouvertes à l'ennemi. Et à partir de ce moment les peuples de la Transcaucasie, abandonnés à eux-mêmes, se sont vus obligés de compter tout d'abord sur leur force intérieure non seulement pour résoudre les questions de vie intérieure, mais pour protéger le pays contre l'asservissement par l'envahisseur.

Lorsque nous nous sommes trouvés devant ce fait, le parti social-démocrate a pris l'initiative de montrer officiellement la situation à tous les peuples de la Transcaucasie et d'en tirer les conclusions nécessaires.

Nous comprenions bien qu'en présence de cet état de choses il pouvait naître parmi les diverses nationalités transcaucasiennes des tendances divergentes, des propensions vers telle ou telle

force extérieure agissante, suivant les conditions historiques et religieuses de ces nationalités ; c'est pour cela que nous nous sommes efforcés de trouver un terrain d'entente qui eût permis aux différents peuples de la Transcaucasie de s'unir, de combiner leurs efforts et de défendre solidai-
rement leurs intérêts communs. Ce terrain d'en-
tente, nous avons cru l'avoir trouvé dans la lutte pour l'indépendance de la Transcaucasie considé-
rée comme un tout politique unique et représen-
tant les intérêts de toutes les nationalités de ce
pays.

Nous comprenions bien que si un tel terrain n'était pas trouvé, si l'un des peuples de la Transcaucasie voulait imposer ses aspirations histori-
ques ou ses tendances politiques, sans tenir compte de celles des autres, cette unité ne se réa-
liserait pas ; la Transcaucasie se désagrègerait et chacun de ses peuples se trouverait, pour défen-
dre son existence, dans des conditions extrême-
ment difficiles.

Une tentative a été faite pour créer, sur ce ter-
rain de l'indépendance de la Transcaucasie, un
Etat unique capable de grouper tous les peuples
de ce pays pour la lutte contre l'ennemi exté-
rieur et les difficultés intérieures. Le jour où l'in-
dépendance de la Transcaucasie a été proclamée,
nous avons l'espoir de voir les forces qui ten-
daient à rompre l'unité de ce pays, paralysées

grâce à l'existence de ce terrain politique commun, conforme aux intérêts réels de tous les peuples et capable de les inspirer tous. Les événements qui ont suivi la proclamation de l'indépendance, nous ont montré l'écroulement de ces espérances de la démocratie transcaucasienne. Ces événements se sont succédé avec une rapidité trop vertigineuse, exigeant de la part de l'État nouvellement formé des actes énergiques, qui présupposaient l'existence d'une volonté d'unité bien trempée. Cette trop grande rapidité a empêché la réalisation des espoirs que nous avons formulés au moment de la proclamation de l'indépendance de la Transcaucasie. Cette trop courte période, pendant laquelle la question de l'existence ou de la non-existence de la Transcaucasie et de chacun de ses peuples, se posait à chaque instant, a été insuffisante pour que l'unité de la Transcaucasie, unité qui aurait pu sauver le pays dans un moment critique, ait eu le temps de se constituer. La force d'union s'est montrée insuffisante en face de la force de dissolution, qui agissait au sein de l'État transcaucasien ; cette force dissolvante a pris un développement considérable du fait des circonstances extérieures : l'approche et l'irruption dans les limites de la Transcaucasie des forces qui nous sont étrangères et hostiles. L'invasion turque a fait accroître les sympathies pour la Turquie et les tendances séparatistes

d'une nationalité transcaucasienne très importante : les musulmans. En proclamant l'indépendance de la Transcaucasie, nous comprenions bien qu'un État ne peut exister, surtout dans des moments aussi critiques, si, à l'instant décisif où l'existence de cet État est mise en jeu, la moitié de sa population se refuse d'avance à la défendre les armes à la main. Nous le comprenions très bien. Mais nous pensions qu'un terrain était trouvé qui mettrait fin à la scission de la Transcaucasie en deux camps adverses et qui, au milieu de ces tragiques événements, permettrait à un patriotisme ayant pour objet l'État transcaucasien tout entier, de naître et de se fortifier ; nous pensions que chacun de ses peuples se sentirait membre de cet organisme commun, jouissant, comme tel, de toute la plénitude de ses droits et prenant sur lui tous les devoirs qui lui incomberont. Les événements nous ont montré ce qu'il y a, ou plutôt ce qu'il y avait d'erroné dans ces suppositions.

Pour que les intérêts réels des peuples arrivent à se manifester par la création d'une organisation politique adéquate, il faut que ces peuples aient vécu ensemble, durant une certaine période historique, qu'ils aient pu apprendre par expérience la nécessité de cette organisation pour chacun d'eux ; c'est alors seulement qu'un organisme politique, un État, peut se constituer en s'appuyant

sur des bases réelles. Or, ce qui serait possible au cours d'une longue période historique, a été impossible au moment où nous vivons. L'unité d'un Etat se constitue au cours de son évolution historique ; or, les circonstances ont exigé de nous qu'une telle unité se crée et se manifeste immédiatement, au moment de l'ultimatum que nous posaient les forces extérieures, ces forces qui menaçaient d'anéantir notre Etat s'il ne se révélait pas comme un organisme politique unifié.

C'est ainsi que se posait la question ; nous étions pressés par l'histoire. En face de ces exigences, la République transcaucasienne s'est montrée insuffisante, incapable de défendre ses intérêts comme un tout unique. Il en est résulté la situation instable de notre délégation à Batoum, que le président du Gouvernement transcaucasien nous a dépeinte. Le plus tragique dans la situation n'est pas seulement le fait qu'un ennemi plus fort nous dicte un ultimatum, qu'il envahit notre territoire et nous met en présence du fait de son occupation de diverses régions de la Transcaucasie. Ce qui est le plus grave, c'est qu'à ces forces destructives qui pénètrent dans son organisme, l'Etat ne peut opposer aucune organisation qui exprimerait sans conteste les véritables besoins de toute sa population ; organisation qui pourrait au nom de l'existence menacée de l'Etat, entreprendre des actes déterminés, et avec laquelle

la partie adverse serait obligée de compter.

A Batoum, nous ne voyons pas deux parties opposées qui se considèrent comme des Etats, et acceptent, comme émanant d'un Etat, leurs déclarations respectives. Contre nous, nous avons la délégation de l'Empire ottoman, celle de l'Empire allemand, mais contre elles il y a notre délégation à Batoum, au sujet de laquelle d'autres délégations, également présentes et qui sont incontestablement en relation avec de très nombreuses populations de la Transcaucasie, affirment qu'elle n'exprime pas la volonté et les aspirations de ces importantes populations. Il n'existe à Batoum aucune représentation d'un Etat, aucune personne juridique, qui malgré la défaite, aurait pu parler en notre nom.

Telle est notre situation, et nous en voyons les résultats.

Qu'est-il arrivé ? Il est arrivé qu'au cours même des pourparlers de paix, une occupation hâtive du territoire transcaucasien se produit, occupation à laquelle une certaine partie de la population, certaines nationalités opposent de la résistance ; tandis qu'une autre partie, très considérable, non seulement n'en oppose pas, mais manifeste ouvertement ses sympathies pour l'ennemi. Et nous voyons nos adversaires profiter habilement de la situation et mettre la délégation officielle de la République transcaucasienne devant le fait

accompli de l'occupation de telles ou telles régions.

En fait, les décisions prises, soit ici par la représentation officielle de la Transcaucasie tout entière, soit à Batoum, par notre délégation officielle, n'ont pas l'assentiment de la Transcaucasie orientale. L'action de notre délégation est entravée par l'affaiblissement de nos forces matérielles ; mais elle est plus entravée encore par ce fait que, lorsqu'elle allègue la volonté de la population qu'elle représente, on lui oppose une autre volonté qui trouve là-bas son expression organisée. Ainsi, cette délégation non seulement ne représente pas la partie de la population qui ne sympathise pas avec elle, mais elle ne représente personne, car la population dont elle a la sympathie ne possède pas une organisation politique, un Etat, une physionomie à elle, avec laquelle l'ennemi serait en tout cas obligé de compter.

Voici donc la situation qui a été créée : une portion énorme de la Transcaucasie se trouve dans une dépendance directe ou indirecte vis-à-vis de ceux avec qui notre délégation est en pourparlers. Une portion énorme de la Transcaucasie s'est déjà séparée de la République transcaucasienne : les uns l'ont fait sous la pression de la force armée — et ici j'entends la nation arménienne, qui a fait tout ce qu'elle a pu, mais s'est vue obligée de céder une partie de son territoire à un adversaire matériellement plus fort ;

d'autres nous ont quittés en fait, car ils ne nous ont pas soutenus au moment critique ; au contraire, leurs représentants soutiennent, officiellement ou non, la partie adverse. L'unité de la Transcaucasie est fictive, l'unité de notre délégation est fictive ; celle-ci non seulement ne peut s'appuyer dans ses actes sur l'opinion autorisée de toute la population transcaucasienne, non seulement elle ne peut le faire, mais elle ne possède même aucun lien qui la rattache officiellement à la population des territoires encore non occupés, population qui pourtant soutient sans réserve notre délégation et qui constitue une partie importante de la Transcaucasie, mais ne constitue pas un Etat dont notre délégation pourrait être le représentant. Et il faut tout dire jusqu'au bout : la partie qui reste non occupée, la partie prête à résister de toutes ses forces à l'invasion et qui s'oppose réellement à l'adversaire avec lequel nous sommes en pourparlers, cette partie, ce sont les provinces de Tiflis et de Koutaïs, c'est le peuple géorgien. Il est resté seul ; le peuple arménien lui a été arraché ; la population musulmane s'est, à l'heure actuelle, séparée de lui en fait. Et l'existence fictive de la Transcaucasie, d'une délégation transcaucasienne, empêche ce peuple de créer, ne serait-ce qu'avec ses seules forces, une organisation, un Etat, capable de défendre ses intérêts. Et nous, qui avons toujours dit à ce peuple,

que son salut était dans l'union avec les autres peuples, qu'une Transcaucasie unie était la meilleure garantie du salut du peuple géorgien aussi bien que des peuples arménien et musulman, nous qui y avons travaillé de toutes nos forces, nous devons, maintenant que les autres peuples se sont, volontairement ou involontairement, séparés de lui, lui dire ici, à la face de toutes les populations de la Transcaucasie : — Tu es seul en ce moment, abandonné à tes propres forces ; tu n'es pas organisé en Etat, tu ne possèdes pas de délégation à Batoum, et, quelque pénibles que soient les conditions de ton existence, quelque douloureuse que soit pour toi la perte de tes alliés, sache que tu es, à l'heure actuelle, abandonné à tes seules forces et que ta position est aggravée par ce que tu vis d'illusions, croyant qu'il existe une Transcaucasie unique, un État unique et une délégation à Batoum. Sache que si tu veux défendre tes intérêts, si tu veux ton salut, tu dois créer un État à toi et une représentation officielle à toi.

SECOND DISCOURS

CITOYENS MEMBRES DE LA DIÈTE,

La fraction social-démocrate a pris l'initiative de poser devant la Diète la question dont j'ai parlé précédemment. Par un acte officiel, la Diète fera ressortir l'état de choses véritable. La fraction social-démocrate, elle, doit, puisqu'elle porte la responsabilité de son initiative, exposer son point de vue d'une façon plus complète, afin de dissiper certains malentendus qu'ont fait naître les discours prononcés à cette tribune par les représentants d'autres fractions ou partis nationaux.

Le membre de la Diète Roustambekoff a dit que j'avais parlé en qualité de représentant du peuple géorgien, bien qu'il m'ait entendu affirmer que je le faisais comme représentant de la fraction social-démocrate. C'est le point de vue de cette fraction que j'ai développé, ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'elle ne représente pas le peuple géorgien. Elle le représente, lui aussi. Mais elle représente également les intérêts des autres peuples de la Transcaucasie, et cela.

mieux, à mon avis, que beaucoup d'autres fractions nationales. (*Applaudissements.*)

La question que je voudrais poser comme fondamentale, est celle-ci : que se passe-t-il en Transcaucasie? L'unité de la Transcaucasie est détruite. Il est de toute importance d'établir comment cet anéantissement de l'unité s'est produit : est-ce un fait accompli que la fraction social-démocrate ne fait que rendre public, ou bien est-ce, comme l'a dit le membre de la Diète Roustambekoff, le désir du représentant du peuple géorgien qui veut se séparer de l'État unifié de la Transcaucasie? Voici un des nombreux documents que les représentants de la fraction Mousavat connaissent bien. Je n'en ferai pas une lecture intégrale, je dirai seulement de qui il émane.

Il émane des « délégués de la population musulmane du district d'Akhaltikh et d'une partie de celui d'Akhalkalaki, membres du comité national de district et des comités exécutifs des arrondissements ». Il porte 40 signatures.

Il est dit dans ce document : ... « ont décidé à l'unanimité, pour sauver d'une extermination totale la population musulmane des districts indiqués et en raison de l'impossibilité, pour les musulmans, de vivre paisiblement dans les limites de la Transcaucasie, et encore moins dans celles de la Géorgie, de demander au Gouvernement Turc d'annexer à son territoire par le traité de

paix tout le district d'Akhaltsikh et une partie de celui d'Akhalkalaki ». (*Une voix dans la salle : « Quand est-ce? ».*)

Cette résolution a été adoptée le 26 avril 1918 et présentée actuellement à Batoum pendant les pourparlers.

Elle se termine ainsi : « La présente résolution a été adoptée en parfait accord avec toute la population musulmane de ces districts, qui est prête, même en cas de refus du Gouvernement Turc de venir à son aide, à se battre pour la liberté et le droit jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière cartouche. Il a été décidé, en vertu du droit des peuples de disposer de leur sort, de considérer dorénavant le district d'Akhaltsikh et la partie du district d'Akhalkalaki qui comprend une majorité de population musulmane, comme réunis à la Turquie et de passer à la réalisation pratique de la présente décision, ce qui doit être porté à la connaissance du Gouvernement Caucasiens. »

Citoyens membres de la Diète,

La question de savoir si le parti Moussavat a pris une part active à la rédaction de cette pétition n'est pas essentielle à mes yeux. Nous avons appris ici, qu'à côté de notre délégation officielle, d'autres délégations, envoyées par presque toutes les régions musulmanes de la Transcaucasie, ont pris part aux pourparlers de

Batoum. Et lorsque de telles délégations sont venues demander, au nom de la population musulmane, l'annexion des régions musulmanes à la Turquie, ce parti auquel incombent des responsabilités si grandes, qui possède à la Diète une représentation d'une importance énorme, qui a obtenu une majorité écrasante lors des élections des députés de la population musulmane, — ce parti n'a pas fait à Batoum de déclaration qui stigmatise comme traîtres et usurpateurs les auteurs de ces pétitions, présentées au nom des musulmans; il n'a pas dit aux ennemis comme aux amis que la population musulmane considérait leur acte comme une trahison et eux-mêmes comme des traîtres. (*Applaudissements.*)

Je ne discute pas la mentalité du parti Moussavat; je dis seulement qu'il ne parle pas devant les ennemis le langage qui dégagerait la responsabilité de toute la population musulmane. Les meilleurs d'entre eux disent : « Ces actes n'ont pas notre sympathie ». Je n'ai pas l'intention de juger tel ou tel parti ou telle ou telle nationalité. Une nationalité ne peut pas être rendue responsable pour une erreur commise ou un état d'esprit faux à un moment donné. Mais c'est vous qui touchez de plus près à cette population et c'est vous qui pouvez faire une déclaration opposée.

Et bien, au moment où les forces militaires tur-

ques font irruption chez nous, nous devons dire au peuple géorgien : — On t'a quitté, tu es abandonné à tes propres forces. Il faut que tu le saches. — N'est-ce pas là le devoir de tout démocrate, qu'il soit Géorgien, Arménien ou Musulman ? (*Applaudissements.*) La destruction de l'unité transcaucasienne est, à nos yeux, un coup porté non seulement au peuple géorgien, mais à la cause toute entière de la démocratie. (*Applaudissements.*) Mais ce serait pire encore, si volontairement ou involontairement, nous maintenions quelqu'un dans l'erreur. On ne peut parler de l'unité de la Transcaucasie lorsque cette unité n'existe pas en réalité. Et du moment qu'elle n'existe pas, il faut le dire ouvertement ; c'est là une vérité qu'aucun homme, à quelque parti qu'il appartienne, ne doit contester.

Le membre de la Diète Beresoff a adressé à la fraction social-démocrate, et à moi en particulier, une série de questions. Tout en convenant que le moment est venu où la démocratie transcaucasienne doit accomplir un acte décisif, il demande : — Quel sera cet acte ? Est-il possible que ce soit seulement la proclamation de l'indépendance de la Géorgie ? Et quel sera le pas suivant que fera cette Géorgie ? — Il a posé ainsi nettement la question de l'orientation de cette future Géorgie indépendante. Le membre de la Diète Semenoff a posé, en somme, la même question. Il a dit :

— Voici une Géorgie indépendante. Nous sommes d'accord. Mais de quel côté penchera-t-elle? — Le membre de la Diète Beresoff nous a demandé encore : — Par quels moyens pensez-vous consolider l'œuvre de la démocratie en Géorgie? — S'adressant à moi et rappelant que j'avais occupé en Russie un poste entraînant de graves responsabilités, comme un des chefs de la démocratie russe, il m'a dit : — Vous allez réaliser la cause de la démocratie en Géorgie ; quelle sera l'orientation politique de la Géorgie indépendante ?

Certes, c'est là une question qui ne sera résolue que par l'organe souverain du peuple géorgien. Mais il est très raisonnable de la poser ici, dans cette assemblée représentative de toute la démocratie, car je considère que la cause du peuple géorgien, indépendant et défendant son existence, intéresse la démocratie tout entière.

Je dois dire qu'il est une opinion des chefs de la démocratie russe qui doit avoir de l'autorité aux yeux de tous, aussi bien de ceux qui admettent les principes révolutionnaires démocratiques que de ceux qui ne les admettent pas ; ces derniers, en effet, même s'il nous dénie l'expérience et la connaissance de ce que l'on doit faire, nous reconnaîtront au moins l'expérience et la connaissance de ce qu'il ne faut pas faire ; cette opinion c'est celle que je dirai tout d'abord au membre de la Diète Beresoff : — L'œuvre de

l'indépendance nationale, l'œuvre de la démocratie, ne doit en aucun cas être réalisée en Géorgie par les moyens bolchévistes. (*Bruyants applaudissements, cris : « Bravo! »*) Nous, militants de la Révolution russe, nous devons apporter à cet État qui va naître, où la démocratie est au pouvoir, où elle défend la cause commune, des conseils et une expérience politique tirés de l'épreuve de cette révolution. Et à ce point de vue, la question posée par le membre de la Diète Beresoff est d'une importance capitale. Il nous a dit : — Le droit des gens est une faible garantie pour un petit peuple ; la Géorgie indépendante doit savoir que les règles de ce droit et les accords internationaux ne lui garantiront pas son indépendance. Il lui faut donc se rattacher au pays où le socialisme a le plus de chances de triompher bientôt et qui est le mieux indiqué pour défendre une petite nationalité. — Mais je dois dire ceci : certes les règles du droit des gens ne constituent pas une garantie absolue, mais il ne s'ensuit pas qu'un État naissant doive dire : du moment que les règles du droit des gens ne me donnent pas de garantie absolue, je m'en détourne. C'est ainsi qu'a agi l'État russe depuis qu'il a cessé d'être un État, depuis qu'il a passé aux mains des bolchéviks. Ils ont dit au peuple : — Il n'y a là aucune garantie absolue pour le pays ; aussi te privons-nous de toutes garanties internationales. — C'est en par-

tant de là qu'ils ont rompu l'accord avec les gouvernements bourgeois qui étaient nos alliés dans la guerre, et qu'ils ont interprété d'une façon si particulière l'entente qu'ils ont établie avec les gouvernements bourgeois vainqueurs de la Russie. Alliés comme vainqueurs se trouvèrent alors adversaires de ce pays qui avait déclaré qu'il renouçait complètement aux règles du droit des gens et ne mettait ses espoirs que dans la révolution sociale future. Nous avons cette expérience devant nos yeux. Cette attitude a porté, même à un organisme aussi puissant que la Russie, un coup terrible dont il ne se relèvera pas de sitôt. C'est une attitude qui paraît très révolutionnaire, inspirée du socialisme le plus extrême, car elle nie toutes les règles du droit bourgeois; mais comprenez donc ceci : si, en partant de ce point de vue, en plaçant votre espoir dans la révolution sociale à venir, vous livrez une nation, un État aux forces qui sont actuellement dominantes, il est possible que cette révolution sociale se produise un jour, mais cet État, cette nation, ne seront plus là pour y participer.

Nous devons surtout prémunir contre ce danger une nation aussi petite que l'est la Géorgie. Elle doit, bien entendu, continuer à tenir haut son drapeau démocratique, comme elle l'a toujours fait depuis qu'elle s'est éveillée à une vie nouvelle. Elle ne doit pas, bien entendu, renon-

cer pour des intérêts passagers à l'idéal dont la réalisation peut seule garantir d'une façon définitive et l'existence nationale du peuple et la solution des problèmes sociaux. C'est un phare qui doit éclairer son chemin. Mais aucun État, même le plus puissant, ne peut négliger les conditions qui existent actuellement; un petit peuple peut encore moins le faire. Lorsqu'il se voit obligé de compter avec des forces extérieures énormes, il doit se rappeler ceci : personne ne lui offre de garanties absolues, mais il ne doit pas renoncer à celles que lui fournit le droit des gens, et lorsqu'il a à choisir entre différentes garanties, il doit, se guidant sur son idéal final et s'inspirant du maximum de liberté et de véritable indépendance, employer tous ses efforts pour obtenir pour son pays, dans les limites de ce que l'on appelle les garanties internationales bourgeoises, les meilleurs résultats possibles. (*Bruyants applaudissements.*)

C'est là notre idée directrice. Il est une chose encore contre laquelle nous devons prémunir notre petit État. Le membre de la Diète Beresoff voit des impérialistes partout et, pour lui, il n'y a qu'un seul pays, la Russie, qui incontestablement lèvera, le premier, le drapeau du socialisme, parce qu'il est devenu, le premier, victime de l'impérialisme germanique. Nous devons dire à notre peuple : — Si tu te laisses persuader que le pays

qui, le premier, sera écrasé par les impérialistes, sera celui qui lèvera le premier le drapeau du socialisme, si tu l'engages dans cette voie sans crainte d'être écrasé et en y voyant, au contraire, une sorte de privilège au point de vue de la proclamation du socialisme, tu seras écrasé réellement et tu ne lèveras le drapeau du socialisme que le dernier — si jamais tu le lèves. (*Des voix* : « *C'est juste !* ») La Russie a été malheureusement écrasée, parce qu'on avait inculqué à ce puissant organisme l'idée qu'il se rapprocherait du socialisme s'il négligeait les dangers qui le menacent du côté des impérialistes ; que d'ailleurs, s'il se trouvait écrasé, ce ne serait là qu'un « répit » et qu'il ressusciterait ensuite. Il est probable que, pour la Russie qui est un État immense, une telle issue ne sera pas mortelle : il est possible qu'elle ressuscite en dépit de la voie dans laquelle s'est engagée la démocratie russe. Et cependant le fait que ce colosse, que ce puissant État a choisi cette voie, a porté un coup terrible à la nation russe ; à l'État russe et à la cause du socialisme en Russie. Mais si une petite nationalité, non encore consolidée comme État, comme c'est le cas pour la nation géorgienne, suit le même exemple, il ne restera bientôt plus de cette nationalité qu'un souvenir. Que le peuple géorgien se groupe, dans sa très grande majorité, autour du drapeau démocratique, mais qu'il sache bien que la conservation

de sa nationalité non seulement n'est pas contraire à la cause de la démocratie, mais qu'elle est la meilleure base pour la réalisation de notre idéal final, du socialisme; une Nation, un Peuple, un État, ne sauraient, en effet, entrer dans le socialisme s'ils n'ont pas su défendre, lorsque c'était nécessaire, les intérêts nationaux de leur démocratie. Nous savons que si notre espoir dans la démocratie internationale s'évanouissait, si son lumineux idéal final s'éclipsait, la démocratie des petites nationalités le sentirait d'une façon particulièrement pénible, car la démocratie internationale est la seule protectrice, digne de confiance, des petites nationalités. Mais, tout en comptant sur les efforts communs, chacune de ces nationalités doit se rappeler que c'est à elle qu'incombe en ce moment le soin de conserver la nation. Et nous commettrions le plus grand crime si nous nous refusions à ce devoir.

Le citoyen Gvasava a accusé la fraction social-démocrate d'un crime terrible : d'avoir toujours eu des tendances centralistes. Lorsqu'il existait une Russie, nous étions partisans du centre russe; la Russie effondrée, restait la Transcaucasie, et nous nous sommes attachés à ce centre; celui-ci détruit, nous nous raccrochons à la nationalité géorgienne. Et il disait de nous : — les événements montrent à quel point ils ont eu tort. — Je n'entrerai pas dans des considérations géné-

